

La droite européenne cherche à serrer les rangs avant les élections de 2019

Union européenne Le PPE est en congrès à Helsinki. Il doit désigner son candidat pour présider la Commission.

Et à la fin, c'est le Parti populaire européen (PPE) qui gagne les élections européennes. Ce que l'on disait jadis de l'équipe nationale allemande de football pourrait s'appliquer au PPE, qui rassemble les partis européens de droite et de centre droit. Depuis 1999, le groupe PPE au Parlement européen est celui qui compte le plus d'élus. Il a donné au Conseil européen ses deux premiers présidents permanents, Herman Van Rompuy puis Donald Tusk. Le siège de président de la Commission est occupé par un des siens depuis 2004: à José Manuel Barroso a succédé en 2014 Jean-Claude Juncker, le *Spitzenkandidat* du PPE qui a rallié les suffrages des leaders nationaux et du Parlement européen.

Lors du congrès qui se tiendra à Helsinki, en Finlande, ces mercredi et jeudi, le PPE choisira qui de l'Allemand Manfred Weber ou du Finlandais Alexander Stubb sera son champion pour la présidence de la Commission. Le résultat fait peu de doute: le Bavarois dispose de l'appui des huit chefs d'État et de gouvernement PPE, dont celui de la chancelière allemande Merkel et d'une majorité de délégations. L'élément de surprise ténu réside dans le secret du vote.

Un parti qui cherche l'équilibre

Chef du groupe au Parlement européen, Manfred Weber se pose en conservateur du terroir. L'ancien Premier ministre Stubb se présente comme le candidat "de la nouvelle génération"

d'une Europe cosmopolite. "Stubb a mené une campagne dynamique, mais qui s'adressait presque plus à l'extérieur du PPE qu'à l'intérieur. Weber peut représenter un point d'équilibre au sein du PPE. Il est proche de Merkel mais, comme il provient de la CSU, il fait le lien avec les plus conservateurs", observe Éric Maurice, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman.

Incarner l'ensemble du PPE durant la campagne sera tout sauf une mince affaire. Au départ club

Un des défis du PPE est de ne pas laisser le discours pro-européen aux libéraux progressistes.

chrétien-démocrate, le parti s'est élargi à d'autres courants, au détriment de son homogénéité. "Le PPE est basé sur une alliance entre le centre et la droite, qui ont longtemps convergé. Depuis la crise financière, on assiste au processus inverse, avec une divergence croissante entre la droite souverainiste conservatrice et le centre progressiste", note Federico Ottavio Reho, du Wilfried Martens Centre for European Studies, le think tank du PPE. "Idéologiquement, il y a une incertitude sur ce que va vouloir et pouvoir défendre le PPE. Même s'il y a un manifeste du PPE, les partis nationaux qui le composent (la CDU allemande, le CD&V et le CDH, Les Républicains, Forza Italia, le Fidesz hongrois, l'ÖVP autrichien, qui gouverne avec l'extrême droite..., Ndlr) sont sur des lignes très différentes", complète M. Maurice. "L'un des défis stratégiques du PPE est de trouver un nouvel équilibre. Son rôle historique est d'être un parti de synthèse", souligne M. Reho.

Importe d'autant plus d'afficher un front uni que les européennes de 2019 s'annoncent compliquées pour le PPE. Ses partis membres sont dans l'opposition en France, en Italie, en Pologne, en Espagne... et à la peine en Allemagne. Il est concurrencé sur sa droite par les partis populistes, tandis que le président français Macron cherche à prendre le centre de l'échiquier politique et se présente en leader du camp pro-européen. "Réduire l'enjeu des européennes à une confrontation entre le libéralisme progressiste à la Macron et les anti-européens est dangereux", estime M. Reho.

"C'est la meilleure façon de pousser des électeurs conservateurs vers le populisme. Il faut développer une narration européenne dans laquelle cet électorat peut se retrouver." Ce qui contribuerait, pense M. Reho, à dissiper le malaise des pays d'Europe centrale plus conservateurs, et à ramener dans le rang le Hongrois Orban (lire ci-dessous). "Garder 'la famille' en-

tière, c'est la garantie de continuer à peser sur la vie politique européenne", rappelle M. Maurice.

Même affaibli, le PPE restera incontournable

Néanmoins, l'ère durant laquelle le PPE donnait le "la" de la politique européenne semble toucher à sa fin. "Il a de bonnes chances de rester le premier parti au Parlement, mais il est quasiment certain qu'il va perdre des sièges ainsi qu'au moins une des trois présidences (Commission, Conseil européen, Parlement, Ndlr) qu'il détient. Sa position dominante va être affaiblie", prédit M. Maurice. "Il y aura sans doute un affaiblissement relatif", concède M. Reho, "mais il faut tenir compte de

la centralité stratégique du parti." La situation du PPE sera, selon lui, comparable à celle de la CDU: en perte de vitesse, il restera incontournable.

Olivier le Bussy

Les pressions européennes glissent sur Viktor Orban

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Le gouvernement hongrois ne laissera pas sans réponse l'affront contre la Hongrie qu'est le rapport Sargentini. Nous voulons dire clairement au grand public européen que nous ne voulons pas devenir un pays d'immigration. Il est temps de secouer Bruxelles. Protégeons l'Europe!" La vidéo a tourné en boucle ces dernières semaines sur l'Internet hongrois. Les députés du Fidesz, le parti qui gouverne la Hongrie depuis 2010, ont aussi fait adopter par le Parlement hongrois une résolution de la même teneur. C'est la réponse du gouvernement de Viktor Orban au rapport adopté par le Parlement européen le 12 septembre, qui appelle au déclenchement de l'article 7 contre la Hongrie en raison d'un "risque de violer les valeurs fondamentales de l'Union européenne".

La formation nationaliste aborde le congrès du Parti populaire européen (PPE), dont fait partie le Fidesz, qui se déroule ce mercredi et jeudi à Helsinki, dans les mêmes dispositions. Le parti l'a fait savoir: il soutiendra la désignation de Manfred Weber comme candidat du PPE à la présidence de la Commission européenne. En fait, il votera surtout contre son challenger, l'ancien Pre-

mier ministre finlandais Alexander Stubb, dont les critiques à l'encontre de M. Orban lui ont valu d'être désigné comme le "candidat de la branche libérale du PPE qui est en excellents termes avec George Soros".

Il en va ainsi chaque jour avec le Fidesz, qui ramène tout au philanthrope américain d'origine hongroise, sa bête noire, et à l'immigration. Le vote du Parlement européen n'a fait que renforcer ses tendances autoritaires et paranoïaques. De fait, depuis le coup de semonce des eurodéputés il y a deux mois, Viktor Orban n'a pas reculé d'un pouce. Trente-cinq années après son établissement à Budapest, l'Open Society Foundation de George Soros a fait ses valises au mois d'août pour partir à Berlin. Quant à l'Université d'Europe centrale fondée elle aussi par le milliardaire, elle est plus proche que jamais de quitter Budapest pour s'installer à Vienne.

Tout en bas de l'échelle sociale, ce sont les personnes sans-abri qui sont bannies des espaces publics depuis le 15 octobre, par une loi que l'Onu a qualifié de "cruelle". Enfin, une loi restreint sensiblement la liberté de rassemblement depuis le 1^{er} octobre.

Le PPE n'a que peu de prise sur Orban

Le Parti populaire européen a-t-il encore un espoir de ramener le Fidesz dans le rang? En amont du

congrès d'Helsinki, la présidence du PPE a diffusé une proposition de charte visant à "protéger les valeurs de l'UE et préserver la démocratie", constatant que l'"extrémisme populiste et nationaliste, la désinformation, la discrimination et les menaces sur l'État de droit constituent la plus grande menace pour la liberté et la démocratie en Europe depuis la chute du rideau de fer". Aucune mention n'est faite de la Hongrie, mais il semble que ses rédacteurs n'avaient qu'une seule personne en tête: Viktor Orban.

Pourtant, nombreux sont ceux qui, comme l'historienne Eva Balogh, pensent qu'il ne s'agit pour le PPE que de sauver les apparences. "Je ne pense pas que Viktor Orban va être très ému par ces références aux dangers du populisme, du nationalisme, à la diffusion de fausses nouvelles et à la discrimination", écrit-elle sur le blog où elle chronique au quotidien la vie politique hongroise. "Les politiciens occidentaux ne comprennent toujours pas qu'il est impossible de dialoguer avec le Premier ministre hongrois."

Face aux questions de plus en plus pressantes des journalistes sur l'éviction possible du Fidesz du parti paneuropéen de droite et de centre droit, le principal intéressé rétorque, confiant: "Le PPE, c'est nous."